

CONTRE MACRON, DARMANIN ET LEUR MONDE, SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANT-ES ET TOUS LES PRÉCAIRES !



Il y a quelques jours, on apprenait que près de la moitié de l'actuel gouvernement Borne est millionnaire et que les revenus des grands patrons sont au plus haut. On comprend mieux pourquoi ce pouvoir au service des capitalistes se livre, pour maintenir un système inégalitaire, à une véritable chasse aux pauvres et à tous les précaires, dont font partie les migrantEs et sans-papierEs.

« MARCHÉ OU CRÈVE » ?

Les conséquences sociales concrètes de l'inflation et de l'aggravation continue des inégalités depuis des décennies pour des dizaines de milliers de familles sont bien là. Nul ne veut les voir au gouvernement, nul ne veut les prendre en charge. Bien au contraire ! Les pauvres, le gouvernement les criminalise. Il les opprime et les appauvrit davantage, qu'ils et elles soient d'ici ou d'ailleurs.

Ainsi, avec sa réforme de l'assurance chômage, le gouvernement réduit la durée d'allocation de 25 % et conditionne l'attribution du RSA à une activité minimum de 15 ou 20 heures minimum par semaine. L'accès aux allocations sera même refusé en cas d'abandon de poste et de refus de CDI après CDD et intérim. Et pour la suite, ils veulent repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans...

SE LOGER, UN DROIT... POUR LES PROPRIÉTAIRES !

Le gouvernement s'en prend aussi aux mal-logéEs. La loi qui a été adoptée il y a quelques jours par l'Assemblée, a été voulue et pensée par le lobby des propriétaires. Dénoncée par les associations de défense des mal-logéEs, elle a été durcie par les députés de la macronie... avec le soutien des députés des Républicains et du RN. Tout un programme !

La pénalisation du squat est ainsi renforcée. Celui-ci est désormais passible de trois ans de prison et de 45 000 euros d'amende. Pire, en cas d'impayés de loyers, le propriétaire pourra unilatéralement résilier le bail, sans passer devant

contact@npa2009.org

un juge... sauf si le locataire en fait la demande. Ainsi, unE locataire qui ne se serait pas auto-expulsé après un commandement définitif de quitter les lieux pour impayé de loyer peut désormais écoper de six mois de prison ferme et 7 500 euros d'amende.

« SO-SO-SOLIDARITÉ ! »

Pour les migrantEs, la pauvreté s'accompagne de répression, de menaces directes d'expulsion. Sous la pression de l'extrême droite, le nouveau projet de loi immigration Darmanin prévoit que les préfets veilleront « à leur [les migrants] rendre la vie impossible, par exemple en s'assurant qu'elles ne bénéficient plus de prestations sociales ni de logement social ». Il veut supprimer toute aide et notamment une des seules à laquelle les sans-papiers ont droit : l'aide médicale d'État (AME).

Pour trier les « bons migrants » des « mauvais », la loi veut faciliter le recrutement d'étrangerEs à la demande des employeurs dans les « métiers en tension », c'est-à-dire avec des postes vacants en raison des conditions de travail, des salaires de misère ou des horaires de travail. Le titre de séjour serait d'un an maximum...

Organisons la ripostons, en commençant ce dimanche 18 décembre. À l'initiative de la Marche des solidarités, ces manifestations seront le premier round contre cette loi pour construire une mobilisation populaire en faveur d'un accueil digne des migrantEs et la régularisation de tous les sans-papiers.

Au-delà, contre la fuite en avant autoritaire qui accompagne le déploiement de la politique antisociale et inégalitaire du gouvernement, notre camp social, le monde du travail, doit s'unir contre toutes les mesures qui nous écrasent et nous divisent. Ce combat, vital, est devant nous.

Le mardi 13 décembre 2022



l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission